SGB | USS
www.sgb.ch | www.uss.ch
Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Union syndicale suisse
Unione sindacale svizzera

RÉSOLUTION

Berne, le 19 novembre 2021

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ-E-S DE L'USS

HALTE AUX ATTAQUES CONTRE LE SERVICE PUBLIC : AU CONTRAIRE, LE TEMPS EST VENU DE LE DÉVELOPPER !

C'est sur un service public bien développé et efficace que repose le fonctionnement de la vie quotidienne de la société et de l'économie en Suisse. La pandémie que nous traversons en a fait la démonstration impressionnante. L'accès sans discrimination et sur l'ensemble du territoire à l'approvisionnement public de base doit être garanti, tout comme son financement durable et une modernisation constante.

La raison principale de la grande stabilité de notre service public réside dans le fait qu'il soit resté en mains publiques dans la plupart des domaines, ou du moins fortement réglementé par les pouvoirs publics. Et ce, en dépit de tentatives répétées de démantèlement. Cet état de fait a beaucoup à voir avec la combativité des syndicats. Cette capacité de résistance doit être aujourd'hui à nouveau mise à contribution. Comme si aucune leçon n'avait été tirée des crises passées et actuelles, le service public doit faire face à de nouvelles attaques, à tous les niveaux :

- Le Conseil fédéral veut privatiser PostFinance et semble prêt à laisser s'écrouler tout le modèle d'affaires de la Poste et avec lui, l'approvisionnement postal de base. La « banque du peuple » qu'est Postfinance ne doit pas être bradée au profit des grandes banques privées. Elle doit plutôt être enfin libérée de ses entraves régulatrices trop strictes, avec la levée de l'interdiction d'octroyer des crédits.
- Le Conseil fédéral et le Conseil national veulent laisser l'approvisionnement de base de la santé et le pilotage de son financement en grande partie dans les mains de l'économie privée – réalisant ainsi le rêve de longue date du lobby des assurances. Ils laisseraient ainsi complètement les commandes du système de santé aux caisses maladie. C'est ce que prépare ce projet au doux nom de « Financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires », abrégé EFAS en allemand.
- Puisant encore une fois dans son recueil de vieilles recettes, le Conseil fédéral propose à nouveau de libéraliser entièrement le marché de l'électricité. Et ce, bien que l'approvisionnement de base garanti pour les petits clients soit aujourd'hui précisément le meilleur garant contre les hausses vertigineuses des prix de l'énergie. Une ouverture totale du marché est en outre en totale contradiction avec la transformation absolument prioritaire de notre approvisionnement énergétique qui doit tendre vers la neutralité climatique.
- Les transports publics n'ont pas encore retrouvé leur taux d'occupation d'avant la crise sanitaire. Pourtant, les appels se multiplient pour « adapter l'offre à la demande », voire réduire carrément cette offre. Ce serait la chose la plus stupide à faire, puisque tant les besoins de

Monbijoustrasse 61, 3007 Berne, www.sgb.ch
Tél. 031 377 01 01, télécopieur 031 377 01 02

développement que le potentiel de transition sont, à moyen terme, énormes dans les transports publics. Partout où il y a un goulet d'étranglement, il faut investir. Comme on le faisait à l'époque pour le trafic individuel motorisé.

- Après que le Parlement a adopté, avec le train de mesures d'aide aux médias, un compromis minimum sur la consolidation d'un service public médiatique qui aille au-delà de la SSR, des forces de droite au portefeuille bien garni ont saisi le référendum. Si celui-ci passait, ce ne serait pas seulement les Blochers et Tettamantis du secteur des médias qui en profiteraient, mais également Google, Facebook & Co. Et la destruction de la presse régionale se poursuivrait.

Pour nous, les syndicats, une chose est sûre : nous continuerons à nous opposer avec véhémence à tous ces projets de démantèlement. Au lieu d'affaiblir le service public, il est impératif de reconnaître enfin les signes du temps, et de le développer et de le moderniser. Surmonter les crises actuelles – crise climatique, crise des soins et de l'assistance, crise sanitaire, crise de la répartition des richesses – ne sera possible qu'à travers un renforcement du service public. Et pour ce faire, deux décisions importantes sont imminentes dans le domaine de la santé et de l'accueil des enfants :

- Dans une bonne semaine, le peuple se prononcera sur l'initiative sur les soins infirmiers qui améliorerait substantiellement les conditions de travail et l'approvisionnement dans le secteur des soins. Un OUI à l'initiative enverrait aussi un signal fort en faveur de soins accessibles à tous et financés de manière solidaire, ainsi que d'une amélioration des conditions de travail dans toutes les professions qui sont essentielles pour l'approvisionnement de base. Les syndicats s'y engageront.

- Des forces progressistes veulent lancer sous peu une initiative populaire qui ancrerait dans la Constitution l'accueil des enfants comme un service public essentiel. L'USS soutiendra cette initiative si elle correspond aux positions des syndicats. Depuis des années déjà, l'USS exige que l'accueil extrafamilial et extrascolaire des enfants soit financé par les pouvoirs publics – comme c'est le cas pour la formation. La Suisse doit enfin concrétiser cette idée.